

Témoignage : Huit ans de guerre

Rada Ivekovic

*Certes l'Europe ne doit plus tolérer le fascisme à ses portes.
Mais quelle est cette guerre ? Pourquoi est-ce l'OTAN qui
intervient ? Est-ce que le résultat voulu par ses frappes a été
obtenu ? Que peuvent les femmes en particulier dans ce
conflit ?*

Je suis allée la première fois au Kosovo lors d'une excursion avec mon lycée, à l'âge de 15-16 ans, vers 1961 ou 1962. J'avais, et je pense, nous avions tous adoré la ville de Pec, l'hospitalité et l'amitié des gens, les étals des petits commerces, les terrasses de café où la prévalence presque exclusive des hommes ne nous frappait pas encore à notre âge. Plus tard, adulte, cette région m'avait semblé beaucoup plus exotique, mais à l'adolescente que j'étais, l'étrangeté n'apparaissait pas, ou pas encore. L'année précédente, ma classe était allée au bord de la mer Adriatique, et ce voyage-là par contre avait semblé bien plus extravagant. Au Kosovo, pays continental, nous étions moins dépaysés.

Dans le Belgrade de mon enfance, des Albanais du Kosovo faisaient les travaux humbles, habitaient parfois les soubassements des maisons. Mais quelques étudiants du Kosovo fréquentaient mon frère et, il y avait parmi eux des Albanais qui parlaient le serbo-croate, et aussi des Serbes du Kosovo qui, eux, parlaient l'albanais. L'on rencontrait quelques Albanais dans l'administration fédérale. Un de mes amis d'enfance avait, chose rare, entrepris d'apprendre l'albanais. Des commerces de fruits et légumes, des pâtisseries, des orfèvreries albanaises florissantes existaient dans tout le pays d'alors, du nord au sud. La communication avait toujours été dans un seul sens, car nous qui n'avions jamais vécu au Kosovo n'en avions jamais appris la langue. Pour eux comme pour les autres parlant d'autres langues moins courantes, c'est bien le serbo-croate qui était le véhicule de la communication. Mais c'était là pour eux la moindre injustice, si l'on considère qu'une autre langue peut être aussi un avantage. On connaît la suite.

Beaucoup plus tard, avant que je quitte Zagreb pour venir enseigner

en France, vers 1989 ou 1990, les premiers étudiants albanais issus de ces familles d'orfèvres ou de pâtisseries étaient arrivés à l'université. Auparavant, les seuls étudiants albanais que nous voyions étaient ceux venus directement du Kosovo, quand ils n'étudiaient pas à Pristina même, et destinés à y former l'élite intellectuelle une fois de retour.

Le jour de mars de 1989 où l'autonomie du Kosovo de 1974 fut abolie, je me trouvais à Belgrade, pour une conférence. Nous avons pu assister à de révoltantes scènes de liesse dans la rue, alors même qu'il y eut un nombre jamais avoué de morts à Pristina. Depuis 1987, depuis le putsch de Milosevic au parti serbe, l'atmosphère n'était plus respirable à Belgrade et bientôt, en retour, à Zagreb non plus. Tout au début de ces (désormais) huit années de guerre, de déportations, de massacres, et bien que le nationalisme croate répondît «présent» à l'appel, tout le monde craignait que ce qui avait commencé au Kosovo ne s'y termine dans un bain de sang. Nous n'imaginions pas à l'époque que cela se solderait par l'entrée en guerre de l'Otan, entraînant sur sa route une Europe déconcertée.

Aujourd'hui, notre courrier électronique est pris d'assaut de toutes parts par des appels et des proclamations politiques. Un ami de Belgrade, non nationaliste, nous écrit en bonne conscience que les Albanais peuvent se considérer heureux d'avoir quitté le pays maudit. Des amis albanais, non nationalistes, ont été vus, à la télévision aux Etats-Unis, disant «merci l'Otzn». C'est encore mon amie qui travaille avec les traumatisé(e)s de la guerre, qui m'en donne la meilleure explication : «Le principe du trauma, c'est de ne pas pouvoir en entendre un autre», dit dans une lettre Lepa Mladjenovic, militante féministe pleine de compassion.

Quelle guerre ?

Il y en a plusieurs. On me demande souvent s'il s'agit d'une guerre pour les frontières. Mais c'est plus compliqué que cela. C'est aussi, depuis huit ans, une guerre pour le pouvoir nu, pour le capital symbolique de la (des) nation (s), pour l'intégration à l'Europe et pour la course à l'entrée dans la globalisation (aussi incroyable que cela puisse paraître), pour l'appropriation des richesses et/ou des territoires, pour l'obtention de nations-Etats ethniques ou pour l'ethnocratie. Et c'est en tant que guerre européenne surtout que cette guerre est avant tout une guerre pour les frontières, celles qui permettraient que la guerre, le fascisme, ne débordent pas : pour les frontières de l'Europe politique qui est

elle-même en construction par cette violence constitutive, ainsi que pour la redéfinition des frontières limitrophes, celles qui redessineront la carte des pays intégrables ou non à diverses échéances. Cette intégration différée et graduelle devrait être la garantie de la paix en Europe, et elle est donc vitale pour l'Europe elle-même.

C'est la raison pour laquelle l'Europe ne peut plus regarder un pays voisin se déchirer indéfiniment, ne peut plus tolérer le fascisme à ses portes (bien qu'elle ait permis la guerre en Croatie, puis en Bosnie-Herzégovine). Nous en sommes à la huitième année de «purifications ethniques» opérées en plus grande partie par les nationalistes serbes et en moindre partie, mais également scandaleuses par les nationalistes croates. On peut prévoir la continuation de ces politiques abominables, génocidaires et racistes, sauf si elles sont arrêtées de l'extérieur (puisqu'il manque la force intérieure, une opposition en Serbie même). L'opinion publique, ici comme ailleurs, en est, je crois, sincèrement et justement scandalisée. Milosevic doit être arrêté ; ce régime criminel doit être remplacé, avec l'espoir que ce départ déclencherait un effet domino positif pour les autres, et que Tudjman tombera aussi. Le droit international est en pleine transformation et le concept des droits de l'homme commence à être pris en compte. Aujourd'hui l'humanité ne peut plus tolérer qu'un dictateur, qu'un régime, extermine tranquillement le ou des peuple (s) de son pays. Il y a aussi le droit et même le devoir de résistance. On ne peut plus défendre aucun génocide, aucune répression par l'interdiction d'ingérence étrangère, même s'il n'y a pas encore de consensus total à ce sujet. Il faudrait établir un principe incontournable d'équilibre entre la souveraineté d'Etat et le droit d'intervention en cas de répression intolérable.

Mais c'est là que le bât blesse ; il reste à régler le «petit» problème de l'instance qui le mettrait en acte. Certes, l'Otan n'est pas le meilleur sujet-agent imaginable en l'occurrence. Pourtant personne ne s'était plaint du débarquement des Américains en Normandie à la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Maintenant, est-ce que le résultat voulu a été obtenu par les frappes de l'Otan ? Evidemment non, jusqu'ici. Et il est à craindre de plus en plus que la guerre suive sa propre logique de fuite en avant de la violence. Milosevic est toujours en place et fait la chasse aux Albanais, Tudjman se frotte les mains car il a déjà chassé tous les Serbes et pourrait bien en chasser d'autres sans que personne s'en aperçoive, les nationalismes s'alimentent, la population albanaise vit un drame indescriptible aux proportions inimaginables. La population serbe, pour une grande partie,

se vautre dans le nationalisme fascisant ou, dans le meilleur des cas, dans la stupeur paumée, l'apathie et l'inactivité. Et les forces internationales auront contribué à la formation d'Etats-nations ethniques plutôt que civiques contrairement à tous les principes européens proclamés.

Nous sommes dix ans au-delà de toute solution juste et équitable. Il y a dix ans, des solutions qui auraient permis d'éviter les violences étaient encore possibles. Entre autres, il aurait fallu que l'Europe ait un projet avancé et acceptable d'intégration graduelle de ces pays à plus ou moins long terme.

Quel sujet ?

Evidemment, nous aurions dû nous poser la question du sujet-agent extérieur du règlement de comptes dans les Balkans. Il n'est bon ni pour la région, ni pour l'Europe, ni pour la «qualité» de la globalisation qui est notre lot, que nous le voulions ou non, que ce soit l'Otan. Il est irresponsable d'avoir réduit l'Onu à moins que zéro (et peut-être durablement) comme d'avoir laissé la Russie à l'écart des décisions européennes qui la regardent. S'il ne peut plus être question, comme du temps de la guerre froide, de pure et simple non-intervention de principe dans les affaires internes d'un pays, il n'en est pas moins vrai que l'autodétermination supposée et idéale (mais jamais complètement respectée) des peuples ne peut qu'avoir des limites. Alors que la demande d'Etats-nations augmente dans certaines régions, leurs limites (de même que les frontières) devront être évaluées et décidées à l'avenir par des Etats démocratiques, puis chapeautées par des coopérations régionales, et des intégrations à l'Europe à long terme plutôt que par l'exclusion.

Milosevic est certainement un dictateur fasciste dont il faudra au plus vite se débarrasser. Malheureusement, ce n'est pas un dictateur qui régit sur un peuple innocent, qu'il écrase et exploite. C'est un dictateur qui est soutenu par une partie de son peuple conformiste, entre les nationalistes tous azimuts et les passifs léthargiques. Il a réussi à homogénéiser toute la population autour du mythe nationaliste quand ce n'est pas autour de sa personne, jusqu'à n'avoir pratiquement plus d'opposition, en tout cas pas sur le plan du nationalisme, et de l'exclusion des Albanais. Même ses «opposants» sont pour la plupart nationalistes. Il y a un consensus presque total sur l'exclusion des Albanais, sur l'apartheid qui les frappe, un silence total sur leur déportation. Les Albanais ne sont pas du tout dans le champ de vision des Serbes, même quand ceux-ci ne sont pas nationalistes. Il n'y a jamais eu une seule manifesta-

tion en faveur des Albanais et contre la «purification ethnique» et les déportations à Belgrade ou ailleurs en ancienne Yougoslavie, sauf celles, de dimension modeste et qui plus est, imperceptibles en milieu patriarcal, des femmes en noir et des féministes. Oui, Milosevic est aussi dangereux que Hitler. Il fait la guerre depuis dix ans, il y a trois millions de personnes déplacées dans l'ensemble de l'ex-Yougoslavie, on ne sait pas combien de morts, et quelque 500 000 ou plus Albanais déportés (pour ne pas parler des massacres et autres atrocités), qui ne sont pas dus à l'Otan, même si celui-ci a précipité et aggravé les événements. Milosevic menace la paix dans les Balkans comme en Europe ; il tente de faire entrer la Russie en guerre ; il menace finalement la paix mondiale.

Certes, un autre intervenant que l'Otan aurait été souhaitable à sa place, mais 1) l'opposition elle-même se montre insuffisante sinon inexistante, incapable de résultat depuis dix ans ; 2) à la rigueur et à sa place, l'Onu aurait été de loin préférable dans ce rôle, mais à condition qu'elle soit respectable et respectée ; 3) avant même l'Onu, qui est là pour les crises, une Europe politique avec un projet politique à long, à moyen et à court terme aurait dû se charger de résoudre, avec la Russie et les pays concernés, les problèmes d'intégration graduelle en son sein des pays des Balkans et des anciens pays de l'Est pour prévenir les guerres. Et si on ne tire pas les leçons de ce qui se passe aujourd'hui dans les Balkans, il y a fort à parier qu'un jour des guerres reprendront également dans d'autres pays de l'Est.

Que peuvent les femmes ?

Cette guerre nous dépasse. De simples individus se sentent impuissants et ils ne peuvent plus arrêter la violence qui s'est déclenchée, lorsqu'il s'agit d'une guerre. Dans ces conditions, que peuvent faire les femmes ? Nous savons que c'est le rôle traditionnel et non seulement circonstanciel des femmes de panser les plaies, de raccommode le tissu social, de faire de l'humanitaire, de soulager la souffrance, de soutenir les déserteurs, de faire le travail de liaison et d'arrière-plan, de maintenir le contact entre les non-nationalistes par delà les frontières, de s'activer dans les camps de réfugiés ou de déportés. Dans la guerre en cours (qui est loin d'être terminée), les femmes ont été vraiment admirables, et ont beaucoup compté. Ce travail s'ajoute à l'éveil féministe des années 70 dans certains milieux de l'ex-Yougoslavie, et contribue à forger une remarquable conscience politique et à accélérer un apprentissage politique des femmes. Toute cette expérience est d'une grande importance,

utile aux populations, et bonne pour le développement du mouvement des femmes et de la pensée féministe. Mais il n'en reste pas moins que les populations de ces pays-là, et surtout maintenant celles du Kosovo ainsi que de la Serbie et du Monténégro, ont surtout subi une cinglante régression matérielle et politique qui ne pourra pas facilement être compensée ; et ceci vaut d'autant plus pour les femmes, car l'allié de la guerre et des violences de toujours est le patriarcat, ennemi de tout temps des femmes. C'est ce que montre bien le philosophe Radomir Konstantinovic de Belgrade : *«Le nazisme serbe est possible comme tout autre nazisme. Il n'est pas l'oeuvre d' «étrangers» ou, comme on le dit d'habitude, d'une «aliénation» (odrodjavanje) : s'il est véritablement aliénation, il l'est en tant qu'aliénation (otudjenje) de la lignée déifiée»*. (Filozofija palanke, Nolit, Beograd 1981, première publication 1969 p.373). Non, la guerre n'est pas la libération ni même une bonne occasion pour les femmes, loin s'en faut.

Cependant, l'émancipation des femmes est l'une des conditions préalables, ainsi que l'un des signes les plus visibles, de la paix, et pas le contraire. Nous n'en sommes pas là. Le développement, la démocratie, la culture, l'évolution des moeurs, les questions de la civilisation, les droits de l'homme, les droits spécifiques des femmes dans leur cadre (les rapports sociaux et privés des sexes, etc.), la construction des institutions de l'Etat aussi bien que de la vie associative et civile, la société civique, l'espace public et politique, tout cela a besoin de durée dans la paix, de temps. Ce ne sont pas les femmes, et à plus forte raison quelques femmes courageuses mais seules, qui peuvent maintenant désamorcer la guerre. Cependant leur plus grande émancipation, l'usage de leur citoyenneté, leur prise de parole et de responsabilité politique préalables auraient pu contribuer de manière significative à la prévention de la guerre. On a pu constater que la montée des divers nationalismes au fil des années qui ont ensuite mené à la guerre correspondait à une oppression parallèle des femmes, à leur graduelle disparition de la scène politique et du peu d'espace public existant, et tout ceci par delà l'indépendance économique des femmes acquise depuis la Deuxième Guerre mondiale. La guerre a encore une fois rejeté les femmes au-dessous du niveau qu'elles avaient acquis historiquement (mais hélas perdu !) et leur a enlevé la parole. La voix des femmes, même si elle est l'une des plus constructives, des plus raisonnables, n'est malheureusement pas suffisamment forte pour dépasser celle des armées et de la «raison» patriarcale.